

Secours Populaire Français Fédération du Loiret

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Secours Populaire Français - Fédération du Loiret

Association

Siège social : 653 rue Passe Debout 45770 SARAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association Secours Populaire Français Fédération du Loiret,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Secours Populaire Français - Fédération du Loiret** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants de l'annexe des comptes annuels :

- Les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées au niveau de la note « Changement de réglementation - Première application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. »
- Les incidences de l'évolution de la méthode de valorisation du bénévolat exposées au niveau de la note « Valorisation des contributions volontaires en nature ».
- La note 8.1.2.1. « Missions sociales » incluse dans la partie VIII. « Compte de résultat par origine et destination et Compte d'emploi des ressources » qui mentionne que la définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le montant des contributions volontaires en nature figure au pied du compte de résultat et en détail de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches et des moyens mis en œuvre par votre Fédération, décrits dans l'annexe. Les méthodes retenues et les travaux que nous avons entrepris permettent de considérer dans le cadre de notre appréciation que ce montant constitue une approche acceptable des contributions volontaires en nature.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons également vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi des ressources décrites dans la note VIII de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le secrétariat départemental.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

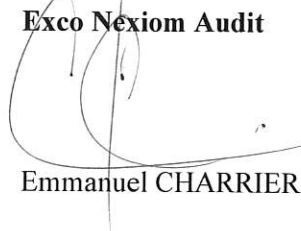
En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 8 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
Exco Nexiom Audit



Emmanuel CHARRIER



Bilan

Fédération du LOIRET - FED LU 045 0 00000 000068

Exercice : 2025

En Euros	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2025	Montant net 2024	En Euros	Année 2025	Année 2024
Frais d'établissement	0	0	0	0	Fonds propres sans droit de reprise	52 713	55 913
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0	Ecart de réévaluation	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	Projet associatif et réserves	0	0
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	0	0	0	0	Report à nouveau	852 018	846 033
Immobilisations corporelles	1 066 104	508 414	557 690	605 465	Excédent ou déficit de l'exercice	- 30 287	2 784
Terrains	40 000	0	40 000	40 000	Situation nette (sous-total)	874 444	904 731
Agencements et aménagements de terrains	24 418	16 896	7 522	9 964	Subventions d'investissement	98 313	114 347
Constructions	715 945	271 462	444 483	465 206	I. Fonds propres	972 757	1 019 078
Installations techniques, matériel et outillage industriels	86 371	34 830	51 541	59 923	Ecart de combinaison	0	0
Autres immobilisations corporelles:	199 370	185 226	14 144	30 372	II. Ecart de combinaison	0	0
Installations générales, agencements divers	7 948	5 872	2 076	2 395	Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Matériel de transport	117 521	108 429	9 092	21 983	Fonds dédiés	7 300	9 414
Matériel de bureau et informatique	72 345	69 370	2 975	5 995	III. Fonds reportés et dédiés	7 300	9 414
Mobilier	1 555	1 555	0	0	Provisions pour risques	0	0
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	0	0	0	0	Provisions pour charges	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0	IV. Provisions	0	0
Immobilisations financières	1 720	0	1 720	1 720	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Participations	0	0	0	0	Emprunts et dettes financières diverses SPF	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	Emprunts et dettes financières diverses hors SPF	0	0
Prêts	0	0	0	0	Avances et acomptes reçus sur commandes	0	0
Autres	1 720	0	1 720	1 720	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 292	44 536
I. Actif immobilisé	1 067 824	508 414	559 410	607 185	Dettes des legs ou donations	0	0
Stocks et en cours	0	0	0	0	Dettes fiscales et sociales	26 503	32 536
Autres approvisionnements	0	0	0	0	Dettes sur immobilisations	0	0
Marchandises	0	0	0	0	Autres dettes (dont charges à payer)	618	744
Créances	141 269	0	141 269	159 994	Produits constatés d'avance	43 652	116 111
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0	V. Dettes	138 064	193 927
Créances clients et comptes rattachés	2 035	0	2 035	3 857	VI. Ecart de conversion Passif	0	0
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0	TOTAL DU PASSIF (I-II+III+IV+V+VI)	1 118 121	1 222 419
Autres créances (dont produits à recevoir)	129 232	0	129 232	156 137			
Charges constatées d'avance	10 002	0	10 002	0			
Valeurs mobilières de placement et FNS	203 040	0	203 040	354 976			
Disponibilités	214 402	0	214 402	90 583			
Charges constatées d'avance N-1	0	0	0	9 681			
II. Actif circulant	558 711	0	558 711	615 234			
III. Ecart de conversion Actif	0	0	0	0			
TOTAL DE L'ACTIF (I-II+III)	1 626 535	508 414	1 118 121	1 222 419			



Compte de résultat

Fédération du LOIRET - FED LU 045 0 00000 000068

Exercice : 2025

En Euros	Année 2025	Année 2024
I- PRODUITS D'ACTIVITE		
Cotisations		
Vente de biens et services	58 167	67 258
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	0
<i>dont parrainages</i>	0	0
Produits de tiers financeurs	628 638	650 880
Concours publics et subventions d'exploitation	189 083	163 539
Ressources liées à la générosité du public	234 175	235 717
<i>Dons manuels</i>	228 788	230 337
<i>Mécénats</i>	5 387	5 380
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0	0
<i>Autres produits liés à la GP</i>	0	0
Contributions financières	205 380	251 625
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0	37 372
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Autres produits	208 314	220 816
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	48 926	42 401
<i>Produits d'initiatives</i>	156 196	178 027
<i>Autres</i>	3 192	388
Utilisations des fonds dédiés	6 875	18 185
I - Produits d'activité	901 993	994 512
II- CHARGES D'ACTIVITE		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Achats de marchandises, matériels et fournitures	187 693	207 765
Variations de stock	0	0
Autres achats	43 659	38 418
Services extérieurs	66 520	92 493
Autres services extérieurs	108 425	111 101
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	169 283	205 032
Impôts, taxes et versements assimilés	14 002	12 647
Salaires	152 722	150 960

Compte de résultat

Cotisations sociales	58 904	57 013
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	49 418	52 299
- sur immobilisations	49 418	52 299
- sur immobilisations destinées à être cédées	0	0
- sur actif circulant	0	0
- pour risques et charges	0	0
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	0	0
Autres charges	84 957	91 050
Reports en fonds dédiés	4 761	3 537
II - Charges d'activité	940 344	1 022 316
Résultat d'activité	- 38 350	- 27 804
III- PRODUITS FINANCIERS		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	8 063	10 467
Reprises sur dépréciations et provisions	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
III - Produits financiers	8 063	10 467
IV- CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
IV - Charges financières	0	0
Résultat Financier	8 063	10 467
V- PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels	0	1
		20 174
		0
V - Produits exceptionnels	0	20 175
VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles	0	53
		0
		0
VI - Charges exceptionnelles	0	53
Résultat Exceptionnel	0	20 122
VII - Ecart de combinaison	0	0
VII - Ecart de combinaison	0	0

Résultat Combinaison	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)	910 057	1 025 154
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	940 344	1 022 369
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)	- 30 287	2 785
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	962 280	724 966
Prestations en nature	143 629	184 460
Dons en nature	795 933	802 278
Total	1 901 842	1 711 704
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	962 280	724 966
Prestations en nature	143 629	184 460
Secours en nature	795 933	802 278
Total	1 901 842	1 711 704



SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
Fédération du LOIRET
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025
MONTANTS EXPRIMES EN EUROS

SOMMAIRE

I. Présentation de l'Association	5
Objet social de l'entité et périmètre des missions sociales	5
Moyens mis en oeuvre	5
II. Faits majeurs de l'exercice	7
III. Principes, règles et méthodes comptables	8
Présentation des comptes	8
Méthode générale	7
Changement de méthode d'évaluation et de présentation	7
Durée de l'exercice et date de clôture	7
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	7
Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances	9
Stocks liés à l'achat de produits alimentaire financé par des dotations financières	9
Subventions d'investissements	9
Fonds reportés sur legs et donations	9
Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice	10
Provisions pour risques et charges	10
Indemnités de départ à la retraite (I.D.R)	10
Compte d'emplois des ressources	11
Evénements postérieurs à la clôture	11
IV. Informations complémentaires	14
Rémunération des dirigeants	14
Honoraires des commissaires aux comptes	14
Engagements hors bilan	14
V. Informations relatives au bilan	16
Actif	16
Passif	21
VI. Informations relatives au compte de résultat	25
Ventilation par nature des produits d'activités	25
Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2025	27
Effectif	28
Résultat exceptionnel	28
VII. Autres informations	29
Contributions volontaires en nature	29
VIII. Compte de résultat par origine et destination (CROD) et Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)	31
Compte de Résultat par origine et destination (CROD)	31
Compte d'emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER)	31



ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Montants exprimés en euros
Exercice clos au 31 décembre 2025



I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

Fédération du LOIRET

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

Les antennes : 14 en 2025

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

Les comités : 8 en 2025

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

Les donateurs : 1332 en 2025 (ce chiffre tient compte des bénévoles dans la Fédération, les comités et les antennes)

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : **751 en 2025** (ce chiffre tient compte des bénévoles dans la Fédération, les comités et les antennes)

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : **4 en 2025**

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.

AUTRES INFORMATIONS

Informations sur l'entité qui établit les états financiers combinés (Art. 831-4)	
Entité établissant les états financiers combinés de l'ensemble le plus grand d'entités dont l'entité fait partie en tant qu'entité contributrice	Secours Populaire France – Association Nationale
	9 – 11 Rue Froissart 75 140 Paris
	Inscription RNA : W751227400

II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2025 a été fortement impacté par :

L'année 2025 était celle des 80 ans de notre association. Cet anniversaire a permis tout au long de l'année de mobiliser largement les animateurs-collecteurs-bénévoles, les partenaires, les donateurs de l'association. Des temps forts sont venus ponctués d'actions concrètes importantes cette année anniversaire pour le mouvement.

Dans le cadre de la campagne vacances, la Fédération du Loiret (antennes et comités) s'est fortement mobilisée pour permettre à 400 enfants du département de participer à la grande Journée des Oubliés des Vacances à Paris qui a réuni 40000 enfants sur le Champ de Mars. Ce fût un travail conséquent pour convaincre les bénévoles qui n'ont plus l'habitude des sorties enfants depuis plusieurs années. Aussi, le secrétariat départemental a fait le choix assumé, afin de lever tout frein financier, de ne rien refacturer aux comités locaux concernant cette journée. Ce choix s'est avéré payant en terme de mobilisation même si il a une influence sur le résultat financier. La joie des enfants ayant participé à cet événement inoubliable et celle des animateurs-collecteurs-bénévoles nous prouvent que notre choix fût le bon et nous avons ainsi parfaitement répondu à nos missions sociales.

L'idée également était de maintenir parallèlement à cette sortie toutes les autres initiatives d'accès aux vacances : séjour sénior à Combloux, séjour familial aux Sables d'Olonne, inscription de plus de 80 enfants en colonie de vacances dans le cadre du partenariat avec l'OUL (Œuvre Universitaire du Loiret) et l'organisation d'une grande Journée Bonheur à Family Park (sortie familiale) pour plus de 600 participants.

La fin d'année a été marquée par l'organisation du congrès départemental à Beaugency avec le renouvellement des instances 2026-2027 et une soirée festive spéciale 80 ans qui fût appréciée des bénévoles participants, puis la participation de la délégation du Loiret au Congrès National à Lille. Un car de Loirétains s'est également rendu à la journée régionale 80 ans à Joué les Tours (activités pour les enfants, prises de paroles sur la solidarité, concerts...).

Les Pères Noël Verts sont restés très actifs avec l'organisation des libre-service de Noël dans les Permanences d'accueil, la grande sortie familiale de Noël au cirque Grüss de Saint Jean de Braye pour 1000 personnes avec spectacle de Noël et goûter préparé et servi par un traiteur et enfin pour clôturer 2025 et démarrer 2026 l'organisation de notre traditionnel réveillon de la Saint Sylvestre le 31 décembre salle Eiffel à Orléans pour 200 convives.

L'année 2025 a été également une année complète de fonctionnement des Marchés Pop 'Solidaires qui rencontrent un vrai succès auprès des familles et personnes aidées leur permettant un accès précieux aux fruits et légumes locaux et de saison.

A noter sur le second semestre le recrutement d'un nouveau salarié en logistique suite au départ de l'ancien salarié par rupture conventionnelle et le recrutement d'une nouvelle comptable en fin d'année suite au départ à l'Association Nationale de l'ancienne comptable de la Fédération. Les procédures de recrutement puis l'intégration des deux nouveaux salariés a représenté un axe de travail prioritaire à la Fédération sur le second semestre 2025.

III. PRINCIPE, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRESENTATION DES COMPTES

Les documents constituant les états financiers comprennent :

- ♦ Le bilan,
- ♦ Le compte de résultat,
- ♦ L'annexe des comptes.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- **Référentiel comptable utilisé**

Les Comptes Annuels ont été établis et arrêtés conformément aux règlements ANC 2014-03, ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ANC 2022-06 du 6 novembre 2022 (complété des règlements ANC 2023-01 et ANC 2023-03) relatif à la modernisation des états financiers et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 (voir paragraphe Changement de méthode comptable).

Par ailleurs, le Secours Populaire Français dispose, pour la production de ses comptes annuels, d'un plan de compte général et analytique spécifiques et de règles de gestion propres, validées par son Conseil d'Administration et applicables à l'ensemble de l'Union ; dans le respect des réglementations comptables en vigueur.

- **Application des conventions comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base

Continuité de l'exploitation,

Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Indépendance des exercices

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation prévues par la réglementation comptable applicable

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

La première application du règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan Comptable Général.

Les modalités de mise en œuvre de ce règlement, y compris les dispositions spécifiques à la première application, sont définies à l'article 27 dudit règlement.

En particulier, les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.



CHANGEMENT D'ESTIMATION COMPTABLE

- **Valorisation des contributions volontaires en nature**

Au regard de la décentralisation et de la particularité du Secours populaire français qui est avant tout une association de bénévoles avec des fonctions très diverses et notamment d'encadrement, le taux horaire a été revalorisé sur la base du SMIC horaire majoré de 50 % + taux de charges sociales de 50 %. Cette nouvelle règle de gestion a été entérinée par le Conseil d'Administration du 12/11/2025. Auparavant, les heures de bénévolat étaient valorisées au SMIC chargé.

Valorisation du bénévolat selon l'ancienne méthode (A)	Valorisation du bénévolat à compter de l'exercice 2025 (B)	Ecart en euros (B)-(A)
711 720,00€	962 280,00€	250 560,00€

DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières obtenues à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition d'une immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires et frais d'acte) sont :

- Portés à l'actif du bilan en majoration du coût d'acquisition de l'immobilisation à laquelle ils se rapportent.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 5 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Étanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans

Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non-recouvrement.

METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2025 dans la rubrique engagements hors bilan.

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produits d'exploitation au titre de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi est notifiée à l'entité. Les subventions pluriannuelles d'exploitation reçues ou attribuées, sont rattachées aux comptes de l'exercice selon la méthode du prorata temporis.

Lorsque ces subventions concernent des exercices ultérieurs, la part non rattachable à l'exercice est comptabilisée en produits constatés d'avance.

S'agissant des subventions d'exploitation dédiées, la fraction non consommée à la clôture de l'exercice des subventions reçues ou attribuées est enregistrée en fonds dédiés.

En conséquence, le résultat de l'exercice ne prend en compte que la quote-part des subventions d'exploitation effectivement consommée au cours de l'exercice.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment)

Les règles de gestion applicables concernant les amortissements sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

FONDS REPORTES SUR LES LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (Conseil d'Administration du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.

FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a reprecisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association. Ainsi, les fonds collectés lors des campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

COMPTE D'EMPLOIS DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Le taux appliqué pour notre structure est de **8%**.

Pour 2025, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

- Dons de particuliers
- Mécénat
- Legs, donations et assurances-vie
- Subventions
- Contributions financières des fondations et associations
- Autres ressources



EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2025, le Secrétaire général et le Trésorier départemental.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2025 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 47 188,69 €.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes	
Honoraires afférents à la certification des comptes	6 873,60 €

ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue :

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,96%
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 1 547,94 €.

4.3.2 Crédit-bail

Néant



4.3.3 Legs, donations et assurances-vie

La fédération est bénéficiaire du legs, donation ou assurance-vie en attente de clôture au 31/12/2025 du testateur **Mr TROTIN Roger** pour un montant de **25 715.17 €**, et Madame Moreau Denise pour un montant de **27 187.84 €** (net des 8% de frais de gestion prélevés par l'Association Nationale).

4.3.4 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2025 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent **0 €**.

V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
- ✓ L'état des créances au 31/12/2025,
- ✓ Les produits à recevoir,
- ✓ Le détail des charges constatées d'avance.
- ✓ L'état des stocks au 31/12/2025,
- ✓ L'état des variations des dépréciations,
- ✓ Les mouvements de trésorerie,

Les mouvements des immobilisations :

En euros	Valeur brute au 01/01/2025	Acquisitions et créations en 2025	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2025	Valeur brute au 31/12/2025
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles				
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles (I)	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (II)				
Terrains	40 000	0	0	40 000
Agencements et aménagements de terrain	24 418	0	0	24 418
Constructions	715 852	1 144	1 051	715 945
Installations techniques, matériel et outillage industriel	86 371	0	0	86 371
Autres immobilisations corporelles:	198 871	2 363	1 864	199 370
<i>Installations générales, agencements divers</i>	7 948	0	0	7 948
<i>Matériel de transport</i>	117 521	0	0	117 521
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	71 846	2 363	1 864	72 345
<i>Mobilier</i>	1 555	0	0	1 555
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	0	0	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (II)	1 065 512	3 507	2 915	1 066 104
Immobilisations financières (III)				
Participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0



Autres	1 720	0	0	1 720
Immobilisations financières (III)	1 720	0	0	1 720
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	1 067 232	3 507	2 915	1 067 824

Les mouvements des amortissements :

En €uros	Durée d'utilisation	Mode d'amt.	Montant en début d'exercice 2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice 2025
Frais d'établissement	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Amortissements des immobilisations incorporelles (I)	0	0	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrain	10 à 20 ans	linéaire	14 454	2 442	0	16 896
Constructions	15 à 50 ans	linéaire	250 646	21 867	1 051	271 462
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 à 10 ans	linéaire	26 448	8 381	0	34 830
Autres immobilisations corporelles:		linéaire	168 499	18 592	1 864	185 226
<i>Installations générales, agencements divers</i>	5 à 10 ans	linéaire	5 554	319	0	5 872
<i>Matériel de transport</i>	4 à 5 ans	linéaire	95 539	12 890	0	108 429
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	3 ans	linéaire	65 852	5 383	1 864	69 370
<i>Mobilier</i>	5 à 10 ans	linéaire	1 555	0	0	1 555
Amortissements des immobilisations corporelles (II)	0	0	460 047	51 282	2 915	508 414
TOTAL GENERAL (I+II+III)	0	0	460 047	51 282	2 915	508 414

L'état des stocks au 31/12/2025 :

En €uros	Stocks au 01/01/2025	Reprise de stocks au 31/12/2025	Nouveaux stocks au 31/12/2025	Stocks au 31/12/2025
Stocks des autres approvisionnements	0	0	0	0
Stocks des marchandises	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

En euros	Année 2025
ACTIF IMMOBILISE	
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	0
Participations	0
Autres titres immobilisés	1 720
Prêts	0
ACTIF CIRCULANT	
Avances et acomptes versés sur commandes	0
Créances clients et comptes rattachés	2 035
Autres créances:	129 232
<i>Personnel</i>	0
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	0
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	77 200
<i>Autres</i>	52 032
Créances reçues par legs ou donations	0
Charges constatées d'avance	10 002
TOTAL	142 989

En euros	Montant brut	Echéances à un an au plus	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	1 720		
Créances de l'actif circulant	131 266		
Charges constatées d'avance	10 002		
TOTAL	142 989	0	0

Etat des variations des dépréciations :

En €uros	Montant en début d'exercice au 01/01/2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Dépréciations des immobilisations corporelles	0	0	0	0
Dépréciations des immobilisations financières	0	0	0	0
Dépréciations des stocks	0	0	0	0
Dépréciations des comptes clients	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Les produits à recevoir :

En €uros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Avances et acomptes versés sur commande	0
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	0
Autres créances:	77 200
<i>Personnel</i>	0
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	0
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	77 200
<i>Autres</i>	0
Produits à recevoir	8 971
TOTAL	86 171

Les mouvements de trésorerie :

En €uros	Montant en début d'exercice	Montant en fin d'exercice
Valeurs mobilières de placement	354 976	203 040
<i>Placements divers</i>	269 971	114 677
<i>OPCVM</i>	0	0
Fonds National de Solidarité	85 005	88 363
Comptes courants	88 592	210 049
Caisses	1 991	4 353
TOTAL	445 559	417 442

Le détail des charges constatées d'avance :

En €uros	Année 2025
Exploitation courante	10 002
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
TOTAL	10 002

5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

Nature de l'actif	Date d'inscription à l'actif	Durée d'inaliénabilité	Valeur nette
Véhicule Berlingo	23/07/2024	Indeterminée	3200 €

5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

Néant.

PASSIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Le tableau de variation des fonds propres (cf 5.2.1)
- ✓ La variations des provisions,
- ✓ L'état des emprunts et des dettes financières,
- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des charges à payer
- ✓ Le détail des produits constatés d'avance.

La variation des provisions :

En €uros	Montant en début d'exercice au 01/01/2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Provisions pour risques	0	0	0	0
Provisions pour charges	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

En €uros	Montants au 31/12/2025
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:	0
<i>Emprunts</i>	0
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	0
<i>Dettes financières</i>	0
Emprunts auprès des structures SPF	0
Avances et acomptes reçus sur commandes	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 292
Dettes fiscales et sociales:	26 503
<i>Personnel</i>	8 264
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	17 784
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	455
Dettes sur immobilisations	0
Autres dettes	618
Produits constatés d'avance	43 652
TOTAL	138 064

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

En euros	Montant brut	Echéances à un an au plus	Echéances à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	67 292	67 292		
Autres dettes	27 120	27 120		
Produits constatés d'avances	43 652	43 652		
TOTAL	138 064	138 064	0	0

Dettes garanties par des sûretés réelles :

	Montant à la clôture de l'exercice	Montant garanti
Dettes 1		
Dettes 2		

Le détail des charges à payer :

En euros	Montants au 31/12/2025
Intérêts courus sur emprunts	0
Avances et acomptes reçus sur commande	0
Fournisseurs - Factures non parvenues	9 228
Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer):	10 991
<i>Personnel</i>	8 264
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	2 727
Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues	0
Charges à payer	0
Créditeurs divers	360
TOTAL	20 579

Le détail des produits constatés d'avance :

En euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Exploitation courante	43 652
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
TOTAL	43 652

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

En euros	Montant brut	Echéances à un an au plus	Echéances à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	67 292	67 292		
Autres dettes	27 120	27 120		
Produits constatés d'avances	43 652	43 652		
TOTAL	138 064	138 064	0	0

5.2.1 Variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres								
En euros	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	55 913	0	0	0	0	-3 200	0	52 713
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation	0			0	0	0	0	0
Réserves	0	0	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	846 033	2 784	0	3 200	0	0	0	852 018
Excédent ou déficit de l'exercice	2 784	-2 784	0	0	0	-30 287	0	-30 287
Situation nette	904 731	0	0	3 200	0	-33 487	0	874 444
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	114 347			-16 034		0		98 313
Provisions réglementées								
TOTAL	1 019 078	0	0	-12 834	0	-33 487	0	972 757

5.2.2 Fonds dédiés et reportés

En euros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	9 368	3 500	6 829	6 039
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	46	1 261	46	1 261
TOTAL	9 414	4 761	6 875	7 300

VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant :

- ✓ L'évolution des produits d'activités,
- ✓ Le détail de la rubrique "legs, donations et assurances-vie",
- ✓ Le détail des rubriques "subventions d'investissement" et " subventions d'exploitation".

L'évolution des produits d'activités :

En €uros	Exercice 2025	Exercice 2024
Vente de biens et services	58 167	67 258
Concours publics et subventions d'exploitations	189 083	163 539
Dons manuels	228 788	230 337
Mécénats	5 387	5 380
Legs, donations et assurances- vie	0	0
Autres produits liés à la GP	0	0
Contributions financières	205 380	251 625
Reprises sur provision et transferts de charges	0	37 372
Utilisations des fonds dédiés	6 875	18 185
Participations des destinataires de la solidarité	48 926	42 401
Produits d'initiatives	156 196	178 027
Autres produits	3 192	388
TOTAL	901 993	994 512

Le détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » :

En €uros	Montant
PRODUITS :	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	0
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	0
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	0
CHARGES :	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	0
TOTAL	0

Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation » :

En €uros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	0
Subventions internationales	0
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0
Subventions régionales	32 459
Subventions départementales	97 500
Subventions communales	18 090
Subventions des autres éta.publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	15 000
Subventions Publiques Diverses	10 000
Subventions emplois aidés	0
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0
TOTAL	173 049

ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2025

(VERSION SYNTHETIQUE [1])

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2025 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Allemagne	110,00€
Suède	400,00€

[1] La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 5 du décret n°2021-1812 du 24 décembre 2021 est mise à disposition du public au siège de la Fédération Départementale.)

EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2025 est de 4.

Répartition des effectifs par catégorie :

	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	4,00
Cadres et ingénieurs	0,00
Total	4,00

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel des comptes 2025
est inhérent à un (des) évènement(s) majeur(s) et inhabituel(s)

Néant

Conformément au règlement ANC 2022-06, le résultat exceptionnel regroupe les produits et charges dont la nature ou la survenance ne relève pas de l'activité courante de l'entité.

Il est précisé que les produits et charges comptabilisés en résultat exceptionnel au cours de l'exercice se répartissent notamment entre les catégories suivantes :

- les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel ;
- les écritures comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'Autorité des normes comptables ;
- les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales ;

les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres

En euros	Montant en fin d'exercice au 31.12.2025
Produits exceptionnels	0
Charges exceptionnelles	0

VII. AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ♦ Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ♦ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- ♦ Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- ♦ Bénévolat.

Dons en nature et prestations gratuites :

- ♦ La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.
- ♦ Les dons en nature :
Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.
Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :
*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.
*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles de la fédération pour soutenir les personnes accueillies.

Estimation des dons en nature usagés

Dons et nature d'occasion	Pièces	Kg
Habillement d'occasion	7743	30326
Couchages d'occasion	390	1432
Electroménagers d'occasion-Meubles d'occasions	168	126
Vaisselle d'occasion	1080	2073
Education	1653	1165
Santé	10	2
Jouets d'occasion	1263	1321
Loisirs	50	13
Heures d'instances	1142 Heures	

Bénévolat :

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 26,73 € pour 2025.

Concernant les familles de vacances, à compter de l'exercice 2024, sur proposition de la Commission Financière Nationale, le Secrétariat National du 12 novembre 2024 a entériné la décision qu'une journée en familles de vacances sera valorisée au SMIC chargé x 8 heures. Auparavant, les familles de vacances étaient valorisées au taux horaire d'une assistante maternelle.

Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2025, le volume horaire a été évalué à 1142 heures.

VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Se reporter aux tableaux en pages précédentes.

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2025 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

8.1.1 Les produits par origine

8.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- ♦ Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- ♦ Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- ♦ Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- ♦ Les missions sociales,
- ♦ Les frais de recherche de fonds,
- ♦ Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :

8.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- ♦ *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- ♦ *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- ♦ *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- ♦ *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

8.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux reversements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

8.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

8.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

8.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2024. Pour le détail des sommes utilisées en 2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

8.1.2. Les charges par destination

8.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- ♦ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ♦ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ♦ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ♦ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- ♦ Coûts des missions sociales :
 - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
 - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

8.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ recherche et gestion des legs,
- ♦ frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ♦ frais de recherche de subventions publiques.

8.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ administration générale,
- ♦ communication.

8.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

8.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2025 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2025 et non encore dépensées au 31/12/2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1. Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un déficit de 0 € sur 2025 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la fédération à 0 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant le déficit de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (€ pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2025 de la fédération s'élève ainsi à 0 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.

FED LU 045 0 00000 000068		Fédération du LOIRET		2025	
CROD					
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024		
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public	
PRODUITS PAR ORIGINE					
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC					
1.1 Cotisations	0	0	0	0	
1.2 Dons, legs et mécénat					
- Dons manuels	228 788	228 788	230 337	230 337	
- Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0	
- Mécénat	5 387	5 387	5 380	5 380	
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0	20 428	20 428	
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC					
2.1 Cotisations statutaires	40 327		43 703		
2.2 Parrainage des entreprises	0		0		
2.3 Contributions financières sans contrepartie	165 053		187 494		
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	274 544		340 115		
3-SUBVENTIONS	189 083		179 513		
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0	
5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	6 875	46	18 185	648	
TOTAL	910 057	234 221	1 025 154	256 792	
CHARGES PAR DESTINATION					
1-MISSIONS SOCIALES					
1.1 Réalisées en France					
- Actions réalisées par l'organisme	662 677	219 805	680 223	231 331	
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	52 966	3 934	51 537	5 183	
1.2 Réalisées à l'étranger					
- Actions réalisées par l'organisme	3 524	528	10 663	2 062	
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	58 022	8 692	93 968	18 171	
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	27 518	0	29 080	0	
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	8 590	0	8 306	0	
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	122 286	0	145 055	0	
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0	
5-IMPOT SUR LES BENEFICES					
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	4 761	1 261	3 537	46	
TOTAL	940 344	234 221	1 022 369	256 792	
EXCEDENT OU DEFICIT	-30 287	0	2 784	0	

	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	962 280	962 280	724 966	724 966
- Prestations en nature	13 104	13 104	34 788	34 788
- Dons en nature	554 238	554 238	580 036	580 036
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0		0	
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	130 525		149 672	
- Dons en nature	241 696		222 242	
TOTAL	1 901 842	1 529 622	1 711 704	1 339 790
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	1 585 043	1 300 325	1 392 838	1 125 717
- Réalisées à l'étranger	88 651	64 165	116 219	78 025
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	52 009	37 644	41 527	27 879
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	176 139	127 488	161 119	108 169
TOTAL	1 901 842	1 529 622	1 711 704	1 339 790

CER

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	219 805	231 331	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à	3 934	5 183	- Dons manuels	228 788	230 337
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	528	2 082	- Mécénat	5 387	5 380
- Versements à un organisme central ou à	8 892	18 171	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	20 428
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0	0			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0			
TOTAL DES EMPLOIS	232 959	256 746	TOTAL DES RESSOURCES	234 175	256 144
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	1 261	48	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	46	648
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	234 221	256 792	TOTAL	234 221	256 792

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	0
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES DE L'EXERCICE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			- Bénévolat	962 280	724 966
- Réalisées en France	1 300 325	1 125 717	- Prestations en nature	13 104	34 788
- Réalisées à l'étranger	64 165	78 025	- Dons en nature	554 238	580 036
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA	37 644	27 879			
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU	127 488	108 169			
TOTAL	1 529 622	1 339 790	TOTAL	1 529 622	1 339 790

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	46	648
(-) Utilisation	46	648
(+) Report	1 261	46
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	1 261	46

